

La gauche investit en douceur le gouvernement

Les roses-verts laissent Philippe Leuba changer de département. Béatrice Métraux s'occupera des institutions

Laure Pingoud
Justin Favrod

Après l'élection complémentaire achevée, le Conseil d'Etat a réparti les départements. La nouvelle est tombée hier, en fin d'après-midi. Cinq conseillers d'Etat conservent leur département. Seul Philippe Leuba change le sien. Il reprend le Département de l'économie, qu'il occupe *ad interim* depuis le décès de Jean-Claude Mermoud.

La nouvelle arrivée, Béatrice Métraux, hérite donc du Département de l'intérieur que laisse le libéral. La Verte reçoit aussi deux secteurs dont l'économie a été amputée: le logement et l'aménagement du territoire. En mettant sous le même toit ces domaines qui lui sont chers et le Service des communes, la nouvelle majorité entend lancer une politique de construction d'habitations plus agressive. Avant son élection, Béatrice Métraux se disait passionnée par la politique des prisons, par la pénurie de logements et la question des Eglises. Tous ces sujets relèveront de son département. Elle a donc de bonnes raisons de se réjouir.

Tout comme Philippe Leuba. C'était un secret de Polichinelle: le libéral l'organait le Département de l'économie et un monde où son parti est bien implanté. «La répartition est plutôt une bonne nouvelle, renchérit la présidente du parti, Catherine Labouchère. Notre ministre s'est énormément investi pour l'économie dans des moments difficiles.»

Et de saluer le «sens des responsabilités» de Philippe Leuba, qui conserve le délicat dossier de l'asile. En effet, le Service de la population, qui dépendait de l'Intérieur, le suivra à l'Economie pour compenser la perte de l'unité du logement et du Service du territoire. Selon le discours officiel, la synergie entre le Service de la population, aussi en charge des permis de séjour, et celui de l'emploi permettra de traiter plus harmonieusement l'octroi de permis d'établissement en fonction des besoins de l'économie.

Alors que les droits des étrangers ont longtemps été un combat de la gauche, il semble qu'elle n'avait guère envie de s'encombrer de l'explosive question de

Conseil d'Etat La répartition des départements

| | | | | | | |
|---|---|--|---|--|---|--|
|  Jacqueline de Quattro Radical Département de la sécurité et de l'environnement (DSE) • Egalité entre femmes et hommes • Police cantonale • Automobiles et navigation • Sécurité civile et militaire • Eaux, sols et assainissement • Forêts, faune et nature • Environnement et énergie • Consommation et affaires vétérinaires |  Anne-Catherine Lyon Socialiste Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC) • Direction générale de l'enseignement obligatoire • Direction générale de l'enseignement post-obligatoire • Direction générale de l'enseignement supérieur • Enseignement spécialisé et appui à la formation • Protection de la jeunesse • Affaires culturelles |  Béatrice Métraux Verte Département de l'intérieur (DINT) • Communes et relations institutionnelles • Juridique et législatif • Pénitentiaire • Développement territorial • Population |  Philippe Leuba Libéral Département de l'économie (DEC) • Economie, logement et tourisme • Emploi • Agriculture • Développement territorial • Education physique et sport • Population |  Pierre-Yves Maillard Socialiste Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) • Assurances sociales et hébergement • Prévoyance et aide sociales • Santé publique • Hospices/CHUV |  François Marthaler Vert Département des infrastructures (DINF) • Routes • Immeubles, patrimoine et logistique • Mobilité • Direction des systèmes d'information |  Pascal Broulis Président Radical Département des finances et des relations extérieures (DFIRE) • Impôts • Analyse et gestion financières • Personnel • Recherche et information statistiques |
|---|---|--|---|--|---|--|

l'asile. «Si on veut changer la politique de l'asile, il faut changer de chef de département», estime en tout cas le député socialiste Michel Renaud.

L'asile suit Leuba

Philippe Leuba continuera donc à faire face aux critiques de la gauche sur ce dossier. En revanche, il échappera aux attaques sur la gestion des prisons en quittant l'Intérieur. Dans un premier mouvement, la majorité de gauche a

songé à lui refuser cette faveur. Elle a finalement accédé à sa demande. Victorieuse dimanche, la gauche a juré qu'elle ne ferait pas preuve d'arrogance à l'égard de la nouvelle minorité. Cette première décision sert de démonstration. Dans la même logique, elle n'a pas contesté la présidence du Conseil d'Etat à Pascal Broulis. Dans un communiqué, le Parti socialiste se félicite de cette «générosité», «signe de respect envers la minorité».

Le président du groupe radical au Grand Conseil, Frédéric Borloz, en est moins convaincu. «Le développement économique allait avec le développement de l'habitat. Les séparer est pire qu'une mauvaise idée. On sent une volonté de ne pas respecter ce qui a été fait jusqu'ici et de donner une nouvelle orientation politique.»

Hors du salon feutré du Conseil d'Etat, la gauche ne s'en cache pas. Yves Ferrari: «Nous avons axé notre campagne sur les transports

et le logement: nous pourrions agir dans ces domaines.» Le Parti socialiste entonne le même refrain en clamant que «les locataires peuvent se réjouir de cette rocade, alors que la majorité précédente n'a cherché jusqu'ici qu'à démanteler leurs droits.»

Notre dossier complet
www.24heures.ch/deces-jean-claude-mermoud

L'UDC se déchire et les camps affinent leurs stratégies

Après l'élection de dimanche, les partis entament d'innombrables négociations pour créer des coalitions propres à assurer une majorité gouvernementale, à gauche ou à droite. Le résultat de la complémentaire, comme l'échec de Pierre-Yves Maillard au Conseil fédéral, ont le mérite d'avoir levé des inconnues. La situation n'en reste pas moins complexe.

Les libéraux-radicaux veulent l'union. Mais ils doivent jongler entre une UDC qui peine à faire élire un conseiller d'Etat et un centre éclaté et réticent au parti de Blocher.

Et l'UDC ne se sent pas très

bien. Ecartelée entre ses ailes rurale et urbaine, elle règle ses comptes après l'échec de dimanche. Ce jour-là, Pierre-Yves Rapaz a dit un peu vite qu'il se représenterait en mars, avant de se montrer plus circonspect. C'est que le municipal de Bex doit affronter des critiques à l'interne. L'aile urbaine de l'UDC attribue le mauvais score de Pierre-Yves Rapaz «à l'amateurisme» de son comité de soutien. Elle aimerait un candidat proche des villes et ne rejeterait pas une cure d'opposition. Dans cette ambiance difficile, Pierre-Yves Rapaz, défavorable à une stratégie de rupture, n'est

pas disposé à être candidat à tout prix. La discussion devrait commencer ce soir lors d'un congrès de l'UDC.

Dans cette équation à droite, il faut aussi compter avec les Verts libéraux. «Nous sommes en discussion avec le centre-droite pour faire une liste large, confirme son président Jacques-André Hauri. Y compris avec l'UDC, qui, n'en déplaise à la gauche, demeure majoritairement constituée de gens fréquentables.» Patrick Vallat, président du Conseil communal de Gland, est un candidat Vert libéral possible au Conseil d'Etat. Alors une liste de droite à

cinq avec les trois PLR sortants, un UDC et un Vert libéral? A quatre avec trois PLR et un UDC? Ou avec un Vert libéral sans UDC? Le choix n'est pas fait.

A gauche, plusieurs scénarios se dessinent aussi. Afin de rallier une partie du centre, les socialistes songent à un ticket composé de leurs deux sortants, de Béatrice Métraux et d'un candidat de Vaud Libre. Ils pourraient aussi être tentés de présenter un troisième rose. La présence d'un popiste sur leur liste paraît cependant écartée. Reste aussi à voir si les Verts se contenteront d'un seul candidat.